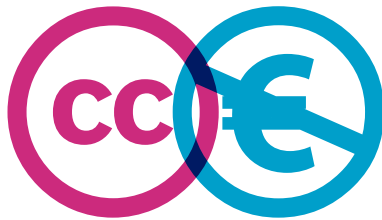


LA CONNAISSANCE LIBRE GRÂCE
AUX LICENCES CREATIVE COMMONS



Paul Klimpel

Ou pourquoi la clause « pas d'utilisation commerciale »
ne répond pas à vos besoins

LICENCES CC



PATERNITÉ (BY)

Cette variante CC n'impose pas de restrictions à l'utilisateur hormis des références aux auteurs, détenteurs des droits, à la source de l'œuvre ainsi qu'au texte officiel lui-même. Cette œuvre peut donc être utilisée et modifiée sans limites, sur n'importe quel support. Elle peut donc être retravaillée ou intégrée dans un autre travail.



PATERNITÉ - PARTAGE DANS LES MÊMES CONDITIONS

Comme pour « BY », cette variante permet tous types de réutilisation et de transformation d'une œuvre, même à des fins commerciales. Mais chaque nouvelle version de l'œuvre, si elle est publiée ou distribuée, devra être disponible sous la même licence.

SEULES CES DEUX VARIANTES PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME ÉQUIVALENTES À LA DÉFINITION DE LICENCE LIBRE DE ET SONT DONC INDIQUÉES POUR ÊTRE CERTAIN QUE LES ŒUVRES CORRESPONDANTES RESTERONT RÉUTILISABLES.



PATERNITÉ - PAS DE MODIFICATION

Cette licence CC ne permet pas de modification de l'œuvre. L'utilisation commerciale est autorisée.

Toutes les licences CC ci-dessus peuvent être combinées avec la clause NC (« pas d'utilisation commerciale », si l'utilisateur veut faire une utilisation commerciale de l'œuvre, il doit d'abord demander une autorisation supplémentaire). Il y a donc au total six variantes de licences CC en tout comprenant les trois variantes ci-dessous :



Paternité - Pas d'utilisation commerciale



Paternité - Pas d'utilisation commerciale - Partage dans les mêmes conditions



Paternité - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification



Un dernier outil légal est la CC0 (CC Zéro) pour rendre une œuvre libre sans aucune condition. CC0 est un abandon des droits d'auteur et de tous droits sur l'œuvre. Cela permet aux créateurs de contenu de directement mettre leur œuvre dans le « Domaine Public ». Selon creative commons, cet outil est particulièrement recommandé pour les bases de données.

PRÉFACE

Partout dans le monde, un nombre croissant de personnes utilisent des LICENCES PUBLIQUES fournies par Creative Commons (CC) pour permettre à d'autres de réutiliser le fruit de leur créativité. De plus en plus de projets, d'institutions et d'initiatives adhèrent à la devise de CC : « Certains droits réservés ». Un des exemples les plus célèbres est la Fondation Wikimedia qui, avec sa communauté mondiale d'activistes, a décidé en 2008 de mettre son encyclopédie Wikipédia sous la licence CC BY-SA, Paternité - Partage dans les mêmes conditions.

Cette licence n'est qu'une des six principales licences proposées par CC. Parmi ces six licences, les plus utilisées intègrent la clause supplémentaire NC (« pas d'utilisation commerciale ») dans leurs noms. La plupart des utilisateurs qui choisissent intuitivement la clause NC le font avec l'intention compréhensible de protéger leurs œuvres d'une exploitation non souhaitée, incontrôlable et incontrôlée, dans une intention de profit. Cependant, les autres conséquences de ce choix sont souvent méconnues. Cette brochure, rédigée conjointement par Wikimedia Allemagne, Creative Commons Allemagne et iRights.info a pour intention de combler ce manque. Nous sommes ouverts aux commentaires et suggestions concernant cette problématique et espérons qu'elle permettra de nombreuses expériences apprenantes.

Un grand merci à l'Open Knowledge Foundation Allemagne qui a soutenu et facilité la traduction du texte original en Anglais.

John H. Weitzmann

CC DE LEGAL PROJECT LEAD

CONTENT

PRÉFACE	3
INTRODUCTION	5
1 — Qu’entendons-nous par contenu ouvert ?	6
2 — Pourquoi est-ce que le contenu est placé sous licence CC ?	8
3 — Pourquoi y a-t-il différentes licences CC ?	9
4 — Comment la clause NC influence-t-elle la façon dont du contenu peut être diffusé ?	10
5 — Qu’est-ce que l’utilisation commerciale ?	11
6 — Une licence CC avec la clause NC peut-elle empêcher mon contenu d’être utilisé par des radicaux ou des extrémistes ?	12
7 — Je veux garder mon contenu accessible sous licence CC. La clause NC est-elle la seule option pour empêcher des entreprises commerciales de s’approprier mon contenu ?	13
8 — Le contenu sous licence NC peut-il être utilisé dans le projet Wikipédia ?	13
9 — Puis-je publier un contenu sous licence NC spécifiquement et séparément pour Wikipédia, malgré les restrictions NC ?	14
10 — La clause NC empêche-t-elle l’utilisation commerciale ?	15
11 — Suis-je prêt à entreprendre une action légale contre l’utilisation de mes contenus pour des buts commerciaux ?	16
12 — Les contenus sous licence NC peuvent-ils être publiés dans des journaux ?	16
13 — Le contenu avec une licence NC peut-il être utilisé dans les écoles, la formation professionnelle et l’université ?	17
14 — Comment peut-on classer un contenu avec une licence NC qui est d’abord utilisé dans une école, et ensuite à l’extérieur ?	17
15 — Quel effet a la clause NC sur les mashups ?	18
16 — La réutilisation commerciale par des tiers peut-elle avoir un avantage pour l’auteur ?	19
17 — L’utilisateur d’un contenu sous licence CC crée-t-il l’impression que son auteur original soutient cet usage particulier ?	19
18 — La clause NC a-t-elle des avantages ?	19
19 — Sous quelle licence est publié le contenu de Wikipédia ?	20
20 — La dernière frontière	21
COLOPHON	23

INTRODUCTION

Avec les licences Creative Commons, les créateurs de contenu peuvent facilement libérer leurs œuvres en autorisant le public à les utiliser. Dans une époque où la connaissance devient prépondérante pour le développement de l'individu et de la société, les créations et savoirs communs gagnent en importance. Une partie seulement de toutes les connaissances de l'humanité est accessible librement et de réutilisable. C'est uniquement via les communs que l'on peut garantir à tous les humains des chances égales d'accès à l'information, l'éducation et la connaissance.

De nombreux créateurs de contenu veulent participer à l'élaboration de sociétés modernes dans leur rapport à la connaissance. Ils ne souhaitent pas avoir « tous droits réservés », au contraire : ils ont un intérêt à voir leur travail réutilisé par tous. Et ceci est spécialement dû aux possibilités sans précédent qu'offre Internet pour distribuer, partager et échanger connaissance et information.

Creative Commons (CC) offre la palette d'outils la plus connue pour diffuser du contenu personnel. Mais toutes les licences CC ne sont pas les mêmes. Une caractéristique forte des CC est de permettre de cadrer les conditions d'utilisations les plus importantes pour les créateurs. L'utilisateur (le public) obtient certains droits seulement, l'auteur ou l'ayant-droit en garde

d'autres. Cette possibilité est fournie par les différentes clauses.

Parmi ces clauses, la NC (« pas d'utilisation commerciale ») est particulièrement utilisée par les auteurs. On ne peut pas faire de l'œuvre un usage commercial lorsque cette clause s'applique. Mais l'utilisation d'une licence qui n'autorise par l'utilisation commerciale a plus de conséquences que ce que l'on croit. De nombreux usages tels que l'intégration de la création dans une communauté de connaissance, des archives, Wikipédia, des journaux locaux, des publications, des compilations, des mashups et d'autres possibilités de réutilisation sont alors impossibles et requièrent une demande d'autorisation spécifique (alors même que ces réutilisations sont souvent désirées par les auteurs).

Ce livret explique toutes les conséquences de choisir une licence CC empêchant toute utilisation commerciale (NC). En général, les objectifs visés qui mènent à la sélection d'une clause NC peuvent être atteints par d'autres moyens. Dans certains cas, cette clause se révèle inadéquate et ne permet pas d'atteindre les objectifs de l'auteur. En parallèle, son utilisation va souvent avoir des conséquences non voulues sur les possibilités de diffusion du contenu de l'œuvre. La décision d'utiliser la clause NC doit donc être mûrement réfléchie.

« Imaginez un monde dans lequel chaque être humain peut librement obtenir et partager des connaissances. Ceci est notre engagement. »

FONDATION WIKIMEDIA

1

QU'ENTENDONS-NOUS PAR CONTENU OUVERT ? DU CONTENU QUI PEUT ÊTRE UTILISÉ LIBREMENT.

Du contenu ouvert est du contenu qui est ouvert et librement accessible - par défaut et non pas après que l'auteur en ait donné une permission. Ce qui n'est pas un problème en soi, bien sûr. La loi, en matière de droits d'auteurs, considère que du contenu ne peut être distribué et réutilisé que sur autorisation explicite du détenteur des droits. Cependant, appliquer strictement cette règle à l'ère du numérique est de plus en plus contestable. La culture humaine a toujours été façonnée dans le but d'améliorer l'existant. Tout le monde construit sur base de ce qui a été créé par d'autres.

Le contenu numérique peut être reproduit et utilisé plus simplement aujourd'hui que jamais auparavant. Ce qui est donc maintenant techniquement possible devrait aussi être autorisé par la loi. L'idéal de la connaissance libre - tout devrait toujours être accessible à tous - a besoin d'une base légale pour être appliquée en douceur au contexte d'internet. Les scientifiques en particulier ont mis en évidence le haut potentiel d'internet et du libre partage de la connaissance. En 2003, des organisations scientifiques allemandes ont demandé dans la Déclaration de Berlin le libre accès aux travaux scientifiques :

« Notre mission de dissémination de la connaissance n'est qu'à moitié remplie si l'information n'est pas rendue largement et facilement accessible à la société. De nouvelles possibilités de mise à disposition de l'information, non seulement sous la forme classique mais aussi de plus en plus au travers du paradigme de l'accès ouvert via internet, doivent être encouragées. Nous définissons l'accès ouvert comme une source étendue de connaissance humaine et d'héritage culturel approuvée par la communauté scientifique. Pour réaliser cette vision d'une représentation globale et accessible de la connaissance, le Web du futur doit être durable, interactif et transparent. Les contenus et les logiciels doivent être librement accessibles et compatibles. »

Dans le monde du logiciel, le principe de l'Open Source a vu le jour. Open Source veut dire que le code source d'un logiciel est accessible librement à tous. Ce modèle a été introduit pour que les développeurs de logiciels n'aient pas à tout recommencer systématiquement lorsqu'ils écrivent un nouveau programme, mais qu'ils puissent partir de travaux existants. Pour assurer ce principe, la licence GNU General Public

LE MONDE DE LA CONNAISSANCE LIBRE



Il existe aujourd'hui de nombreux projets dont la mission est d'encourager et diffuser la connaissance libre. Cette image n'en représente qu'une partie : l'encyclopédie en ligne Wikipédia est le lieu où ses utilisateurs rassemblent la connaissance de l'humanité ; Open Access permet l'échange de connaissances académiques ; l'Open Source Software Community collabore pour développer du logiciel basé sur du code ouvert et accessible ; l'Open Knowledge Foundation promeut la publication, l'utilisation et la réutilisation de bases de données ouvertes. Tout cela est accompli en utilisant des licences libres parmi lesquelles les licences Creative Commons, et GNU General Public License (GPL) sont des exemples célèbres.

License (GPL) a été créée. Un logiciel sous cette licence peut être utilisé et modifié par tous. L'approche Open Source pour les programmes permet aussi explicitement l'utilisation commerciale. Son succès est aussi largement dépendant de ce choix.

Le contenu ouvert est basé sur la même idée de base que l'Open Source : l'utilisation de documents écrits, de films et de contenus multimédia devrait être autorisée librement. La meilleure option connue - et de loin - pour rendre du contenu ainsi disponible, et donc d'autoriser sa libre utilisation, est la palette de licences Creative Commons (CC).

Les licences Creative Commons ont été développées en 2001 à l'initiative du professeur Lawrence Lessig de l'Université de Stanford. Le but étant de fournir des licences à large portée pour la diffusion publique de contenu à destination de tous, et donc promouvoir les biens communs culturels, voire même de rendre leur création possible en premier lieu. Au lieu du principe habituel du droit d'auteur, où tous les droits sont réservés par l'auteur, l'utilisation de ces licences ne réserve que certains droits. Le contenu est disponible pour être utilisé par le public.

Creative Commons n'est pas en conflit avec le droit d'auteur en vigueur, mais se construit à partir de la loi. Sans le droit d'auteur, la diffusion des données au grand public ne fonctionnerait pas du tout. Le contenu protégé par le droit d'auteur, tels que les films, la musique, les textes et les images, peut être utilisé librement par l'intermédiaire de licences comme celles-ci.

2

POURQUOI EST-CE QUE LE CONTENU EST PLACÉ SOUS LICENCE CC ?

POUR LE RENDRE PLUS
RÉUTILISABLE.

De nombreux créateurs veulent que leurs textes, leur musique ou leurs films soient utilisés par autant de personnes que possible (la distribution des œuvres est aussi, en droit, un type d'utilisation). Ils ont un intérêt dans le libre échange d'informations. Le contenu éducatif est par exemple créé spécifiquement dans le but de toucher le plus grand nombre d'élèves possible. Dans ce cas, toute restriction légale est contre-productive. **Ici, la restriction la plus sévère de toutes est de ne rien faire.** Ce qui semble paradoxal reflète la faille juridique : « Tous droits réservés »... Celui qui crée quelque chose de nouveau, mais ne précise pas ni si son contenu peut être réutilisé ni comment il peut l'être, est considéré comme disant : « Personne n'a le droit d'utiliser mon contenu ». Les licences CC offrent donc une solution simple pour exprimer le désir de partager et de dire : « Tout le monde est autorisé à utiliser mon contenu selon les termes et conditions suivants ».

La simplicité et le large spectre des licences CC a grandement contribué à leur utilisation étendue. Elles sont également conformes à la loi et

adaptées internationalement aux particularités des différents systèmes juridiques.

Les personnes qui utilisent les licences CC le font souvent avec l'intention que leurs œuvres soient utilisées dans des institutions sociales, culturelles et éducatives. Les licences CC qui contiennent la clause NC, qui permet seulement une utilisation libre et non-commerciale, sont souvent considérées comme un contre-modèle dans un monde où les institutions caritatives ou sans but lucratif sont facturées pour chaque utilisation. On peut citer en exemple les revendications de droits de licence pour la copie et la distribution de partitions de chant dans les écoles maternelles, qui ont causé l'indignation du public. Cependant, selon la loi existante, ces revendications sont justifiées. En appliquant une licence CC, de nombreux auteurs veulent se dissocier de ces pratiques. Le choix de la clause NC est également souvent une déclaration contre une manière de faire du profit jugée inappropriée.

Cependant, tous les types d'utilisation commerciale ne sont pas négatifs. Bien au contraire - il n'est ni amoral, ni préjudiciable pour la communauté lorsque le contenu est aussi distribué par ceux qui ont un intérêt financier. Bien souvent, le succès du travail culturel et éducatif dépend fortement d'usages commerciaux existants.

3

POURQUOI Y A-T-IL DIFFÉRENTES LICENCES CC ?

LES LICENCES CC REFLÈTENT LES DIFFÉRENTS INTÉRÊTS DES AUTEURS.

L'idée que l'utilisation du contenu doit être facilitée est commune à toutes les variantes des licences CC. Mais les créateurs, les auteurs, les metteurs en scène et les musiciens n'ont pas tous la même approche des utilisations de leurs œuvres qu'ils veulent permettre. Les six variantes des licences CC répondent à ces exigences. Elles offrent un outil flexible pour lier l'utilisation des contenus à certaines conditions. La question de savoir si les auteurs veulent permettre l'édition et le remixage de leurs œuvres constitue un bon exemple. Pour certains, il est crucial que leur travail reste inchangé. Ces créateurs peuvent veiller à cela par l'application de la clause « No Derivatives » (« Pas de Modification » - ND en abrégé), et pourtant autoriser d'autres usages.

D'autres souhaitent voir leur travail utilisé dans des remix, des collages et des mashups. Ils considèrent que la création d'un contenu est simplement une étape transitoire dans un processus. Leur propre contenu est basé sur l'ancien et va évoluer en créations plus récentes. Ceux qui attribuent une licence CC dans un état d'esprit ne choisiront probablement pas la restriction « Pas de Modification ».

Si le principe du contenu ouvert vous est très cher, vous pouvez exprimer à travers la clause « Share-Alike » (« Partage dans les mêmes Conditions » - SA) que votre contenu peut être édité et distribué, mais seulement dans les mêmes termes (sous la même licence). Il reste donc librement accessible.

Certains créateurs peuvent vouloir exclure l'utilisation commerciale de leur contenu. Pour répondre à cette demande, chacun des types de licence peut être étendu avec la clause « Non-commercial use only » (« Pas d'utilisation commerciale » - NC). Cependant, ce n'est pas toujours souhaitable, car cela restreint de nombreuses possibilités et droits d'utilisation qui pourraient être dans l'intérêt de l'auteur ou du détenteur des droits de l'œuvre.

4

COMMENT LA CLAUSE NC INFLUENCE-T-ELLE LA FAÇON DONT DU CONTENU PEUT ÊTRE DIFFUSÉ ?

LE CONTENU SOUS LICENCE NC
SERA DIFFUSÉ MOINS LARGEMENT
ET MOINS FACILEMENT.

Si vous désignez votre contenu « NC », il ne pourra pas être inclus dans des bases de données de connaissance libre comme Wikipédia, ni dans certaines formes d'archives médias ouvertes ou encore dans des projets Open Source. Un usage commercial est souvent ce qui aide

des initiatives sans but lucratif à percer. Le DVD Wikipédia qui a été produit commercialement par Directmedia a considérablement augmenté la popularité de Wikipédia. La même chose vaut pour l'intégration dans des registres commerciaux - les deux sont juridiquement des usages commerciaux et ne seraient pas autorisés si la mention NC avait été incluse.

Dans le contexte de l'éducation et de la formation, un grand nombre d'institutions dépendent de leurs propres revenus, car elles ne sont pas (totalement) financées par l'État. Le fait que leur revenu soient rattachés aux frais perçus pour les cours dispensés conduit à leur classification comme « commerciale ». Elles ne sont donc pas autorisées à utiliser le contenu marqué d'une licence CC qui inclut la clause NC, du moins pas sans demander la permission de l'auteur. Même l'utilisation dans de nombreux blogs devient illégale en vertu de cette clause NC. De nombreux blogueurs affichent des publicités pour réduire leurs coûts d'hébergement ou avoir un revenu supplémentaire. Par conséquent, l'utilisation par ces blogs n'est plus - ou du moins pas sans ambiguïté - non-commerciale.

5

QU'EST-CE QUE L'UTILISATION COMMERCIALE ?

TOUT USAGE QUI REPRÉSENTE PRINCIPALEMENT UN INTÉRÊT COMMERCIAL OU LA RECHERCHE D'UNE COMPENSATION PÉCUNIAIRE PRIVÉE.

Lorsqu'on parle d'utilisation commerciale, on pense en premier lieu à des entreprises multinationales comme Microsoft ou Shell, à la bourse, l'argent rapide ou le mercantilisme. **Le terme « utilisation commerciale » ne contient cependant aucune évaluation morale de la conduite des affaires des institutions ou des personnes respectives, mais décrit simplement qu'ils ont un intérêt commercial et éventuellement visent une rémunération financière. Et cela est nécessaire pour tous ceux qui ne sont pas entièrement financés par des fonds publics ou des dons privés.**

Il s'agit évidemment d'utilisation commerciale lorsqu'une entreprise utilise une image ou un texte pour son site Web. C'est aussi de l'utilisation commerciale lorsqu'une image est imprimée dans un livre publié par une maison d'édition, indépendamment du fait que l'auteur reçoive une rémunération ou peut-être même doive payer des frais d'impression pour rendre la publication possible. La maison d'édition agit avec un intérêt commercial dans les deux cas.

Une décision plus difficile est de savoir si les blogs privés agissent avec un intérêt commercial, s'ils (ou leur service d'hébergement) affichent des publicités et perçoivent des revenus. Ces revenus sont souvent minimes et couvrent à peine les coûts d'hébergement. Il y a de bons arguments contre la classification de ces initiatives comme étant principalement destinées à faire du profit, et par conséquent on peut les qualifier de « non-commerciales ». Cependant, la distinction reste difficile et de nombreux cas sont contestés. Dans l'exemple du blog privé : à quel moment un blog perd-t-il son caractère non commercial ? Dès que les revenus de la publicité dépassent les coûts opérationnels ? Ou lorsque le premier centime est gagné ? Ou seulement quand un revenu « appréciable » est généré ?

Par précaution, cette distinction difficile mènera souvent la partie responsable à ne pas faire usage de contenu sous licence CC lorsque la licence contient la clause NC. Même si l'utilisation serait effectivement acceptable comme non-commerciale. Une autre approche pour distinguer une utilisation commerciale d'une non-commerciale pourrait être d'évaluer non pas l'utilisation elle-même, mais plutôt le type d'utilisateur. Cela reviendrait ensuite à évaluer si l'utilisateur ou l'institution - dans son ensemble - peut être considéré comme commercial. Les écoles publiques et les musées pourraient alors être classés comme non-commerciaux, en vertu de leur mission de service public, et l'on aurait pas besoin de se pencher sur les usages au cas par cas pour juger de leur caractère commercial. Malheureusement, la clause NC ne rend pas cela si facile, car elle mentionne explicitement les actes qui doivent être non-commerciaux. Par conséquent, nous devons considérer un acte comme commercial si, par exemple, le conte-

nu est vendu dans une boutique du musée qui vise à générer des revenus, quel que soit le statut juridique de la boutique et le statut sans but lucratif du musée.

Par ailleurs, savoir si l'utilisateur est financièrement en mesure de payer les droits de licence ou s'il payerait pour les droits d'utilisation dans des situations comparables est complètement hors de propos pour aider à la distinction entre utilisation commerciale et non commerciale. Un fond de bienfaisance, par exemple, qui utilise une photo dans le cadre de son statut d'institution à but non lucratif, est considéré comme non-commercial selon les termes de la licence NC même si cette structure dispose de moyens considérables et paierait les photographes dans une situation similaire.

Mais de nos jours, très peu d'organisations à but non lucratif ont un financement en fonds propres suffisant pour ne pas dépendre de revenus supplémentaires - ce qui les place à nouveau dans la zone grise de notre tentative de distinction. Éviter complètement la clause NC et ses restrictions permettrait d'éviter ces incertitudes.

6

UNE LICENCE CC AVEC LA CLAUSE NC PEUT-ELLE EMPÊCHER MON CONTENU D'ÊTRE UTILISÉ PAR DES RADICAUX OU DES EXTRÉMISTES ?

NON. LES EXTRÉMISTES VEULENT CHANGER LA SOCIÉTÉ, PAS FAIRE DU PROFIT.

Les radicaux et les extrémistes poursuivent un agenda politique. Leurs objectifs ne sont ni nécessairement commerciaux, ni ne visent un intérêt commercial ou une rémunération financière, mais plutôt des changements au niveau politique et social. Les radicaux politiques et les extrémistes religieux sont souvent organisés en associations non économiques. Ainsi, une licence NC peut d'une certaine manière privilégier l'utilisation de contenu par des extrémistes.

En d'autres termes : un scientifique qui a l'intention de publier une étude sur l'extrémisme politique avec une maison d'édition ne sera pas autorisé à utiliser le contenu, si celui-ci est protégé par la clause NC contre un usage commercial, parce que l'éditeur agit avec un intérêt commercial. **Par contre, un groupe extrémiste qui agit officiellement comme une association est bien autorisé à utiliser le même contenu sous les termes NC.**

7

JE VEUX GARDER MON CONTENU ACCESSIBLE SOUS LICENCE CC. LA CLAUSE NC EST-ELLE LA SEULE OPTION POUR EMPÊCHER DES ENTREPRISES COMMERCIALES DE S'APPROPRIER MON CONTENU ?

NON, IL Y A D'AUTRES OPTIONS, TELS QUE LA CLAUSE « SHARE ALIKE » (« PARTAGE DANS LES MÊMES CONDITIONS » - SA).

Une façon pratique et souvent plus efficace pour empêcher du contenu d'être utilisé avec des intentions financières est le partage via la clause SA. Elle ne permet la publication des adaptations que sous des conditions identiques.

Les entreprises ou les acteurs privés qui veulent s'approprier du contenu créatif peuvent généralement le faire assez facilement en le modifiant et en limitant l'utilisation de la version modifiée sur la base d'un nouveau droit d'auteur. La clause SA dans l'ensemble des licences Creative Commons peut empêcher cela. Toutes les versions appropriées, doivent être publiées sous la même licence que le contenu original. Cela signifie que dans le cadre des restrictions fixées par CC, le nouveau contenu reste aussi librement accessible que le contenu original. En outre, lorsque la modification consiste à améliorer son propre contenu avec du contenu CC SA externe, la licence CC SA fonctionne d'une

manière contagieuse ou virale : le travail nouvellement créé (la version modifiée) ne peut être publié, dans son ensemble, que sous la même licence. Rien que cela empêche de nombreuses entreprises de s'approprier du contenu libre qui est distribué sous licence Share Alike. Cela les obligerait à libérer leur propre reproduction, publicités (ou quel que soit l'utilisation du résultat final), au public sous la même licence Share Alike - ce qui est une chose que la plupart des entreprises, en particulier les plus grandes, ne sont pas prêtes à faire.

Dans le même temps, la clause Share Alike - à l'opposé de la clause NC - n'a pas l'effet négatif d'entraver la distribution du contenu (dans les blogs par exemple) en général. Voire même le contraire : avec la mention Share Alike, toutes les modifications sont sous une licence CC et la nouvelle version peut ainsi être réutilisée par la suite non seulement par l'éditeur, mais aussi par une tierce partie.

8

LE CONTENU SOUS LICENCE NC PEUT-IL ÊTRE UTILISÉ DANS LE PROJET WIKIPÉDIA ?

NON, LES CONTENUS DE WIKIPÉDIA SONT UTILISÉS COMMERCIALEMENT.

Une des raisons de l'utilisation très répandue de Wikipédia est que son contenu peut être utilisé commercialement. Sinon, il serait interdit pour les principales sources d'information ou

autres sites commerciaux d'utiliser le contenu de Wikipédia in extenso, sans paiement et sans demander la permission.

Wikipédia bénéficie grandement de l'utilisation commerciale de son contenu. Il est étroitement intégré à plusieurs moteurs de recherche, ce qui augmente la distribution du contenu de Wikipédia et donc la connaissance compilée par collaboration. Le fonctionnement d'un moteur de recherche est indubitablement celui d'une entreprise commerciale visant le profit.

Un autre exemple d'usage commercial qui soutient Wikipédia est la distribution de versions DVD de Wikipédia, telle que la version allemande, produite par l'entreprise Directmedia basée à Berlin. Rapidement, ce DVD est devenu un best-seller - en raison de son faible prix et son logiciel avec des fonctions de recherche étendues. Une des conditions préalables à la création d'un DVD Wikipédia était que Directmedia soit autorisée à utiliser ce contenu tout simplement parce que c'est autorisé par la licence. En outre, le projet a encouragé à trier les articles incomplets, de sorte qu'ils ne finissent pas dans le projet de DVD. Enfin, les Wikipédiens ont contribué à rendre les données indexables et triables. En retour, Directmedia donne un euro par DVD vendu à la version allemande de Wikipédia et a accru la base de données iconographiques de Wikimedia Commons par la donation de 10 000 reproductions d'œuvres issues du domaine public.

Le modèle économique du DVD Wikipédia a fonctionné parce que le logiciel a ajouté de nouvelles fonctionnalités et rendu le contenu plus attrayant, mais aussi parce qu'il a utilisé un support différent. Même s'il arrive souvent

d'entendre que l'écart entre en ligne et hors ligne s'estompe, le système de lexique et de référence traditionnel du DVD a plu à une cible différente de celle touchée par l'encyclopédie en ligne. Par ce type de processus, de nouveaux lecteurs pourraient être intéressés par Wikipédia. Mais tout cela était un acte commercial, qui n'aurait pas pu être autorisé si la licence utilisée par défaut dans Wikipédia contenait la clause NC.

9

PUIS-JE PUBLIER UN CONTENU SOUS LICENCE NC SPÉCIFIQUEMENT ET SÉPARÉMENT POUR WIKIPÉDIA, MALGRÉ LES RESTRICTIONS NC ?

NON. LES NORMES D'ACCESSIBILITÉ DE WIKIPÉDIA NE DOIVENT PAS DEVENIR TROP COMPLEXES.

Wikipédia – comme toute autre initiative et projet fondés sur les principes du contenu libre - refuse les accords parallèles. Ceux-ci risqueraient de donner lieu à des obstacles pour les tierces parties qui collaborent avec Wikipédia et pourraient même les endommager. Il s'agit, par exemple, d'initiatives locales qui désirent utiliser des contenus Wikipédia dans des journaux locaux, mais aussi de moteurs de recherche et de services de presse qui veulent incorporer un contenu issu de Wikipédia à leur propre contenu. Dans les deux cas, les responsables auraient alors à distinguer soigneusement les contenus

accessibles librement de ceux qui seraient sujets à des accords parallèles. Il en résulterait un effort additionnel, qui asphyxierait de nombreuses collaborations.

En mai 2005, le fondateur de Wikipédia, Jimmy Wales, a de ce fait annoncé que Wikipédia refuserait et supprimerait tout contenu qui ne peut être utilisé que dans des buts non-commerciaux, ou qui demanderait une approbation séparée.

10

LA CLAUSE NC EMPÊCHE-T-ELLE L'UTILISATION COMMERCIALE ?

OUI, MAIS SOUVENT DANS DES CONTEXTES INADÉQUATS.

La restriction NC dans les licences CC empêche en effet l'utilisation commerciale, mais – comme toute clause dans un contrat légal – elle ne garantit pas que les autres personnes se conforment à cette interdiction. Comme dans de nombreux autres cas de la législation sur les droits d'auteur, des violations de restrictions imposées par les licences CC se vérifient fréquemment. La clause NC ne fait pas exception.

Il faut rappeler que de nombreuses entreprises considèrent les violations de la loi sur les droits d'auteur comme un risque strictement financier, d'où la possibilité d'ignorer intentionnellement ses restrictions. **Dans cette perspective, la clause NC pose des obstacles précisément aux entreprises et institutions qui respect-**

ent plus attentivement les droits d'auteurs. Il s'agit, entre autres, d'institutions publiques qui coopèrent avec des associés commerciaux, mais aussi de bases de données culturelles comme Wikipédia, des archives multimédia ouvertes et des projets Open Source. Tous ces projets, initiatives et institutions, qui soutiennent explicitement l'accès libre à la connaissance, sont sujets à une surveillance plus sévère contre les violations des règlements du droit d'auteur. Afin de ne pas exposer leur travail à des risques, ils doivent étudier les accords de licence avec le plus grand soin. Puisque la possibilité d'une utilisation commerciale ne peut être complètement exclue, en considération du fait que ces initiatives sont intéressées par la diffusion de la connaissance, des contenus publiés sous une licence avec la restriction NC ne seront pas utilisés par ce genre d'institutions.

Ceci crée un paradoxe : la restriction NC est respectée avec davantage de soin dans des contextes qui correspondent le moins à ses objectifs initiaux.

11

SUIS-JE PRÊT À ENTREPRENDRE UNE ACTION LÉGALE CONTRE L'UTILISATION DE MES CONTENUS POUR DES BUTS COMMERCIAUX ?

DANS LA NÉGATIVE, IL VAUDRAIT
MIEUX NE PAS UTILISER LA
CLAUSE NC.

Restreindre une licence Creative Commons avec une clause NC n'est justifié que dans le cas où l'auteur serait aussi prêt à entreprendre une action en justice en cas d'utilisation commerciale, par exemple dans un tribunal.

Cela ne veut pas dire qu'on devrait combattre chaque violation du droit d'auteur. Des violations de la loi sur les droits d'auteur sont un phénomène commun et à cet égard, les licences CC ne font pas exception. La décision en faveur ou contre un litige dépendra toujours de nombreuses considérations. Toutefois, si vous n'entendez de toute façon pas entreprendre une action en justice contre une utilisation commerciale, une licence avec la variante NC ne fera que dissuader ceux qui observent la loi méticuleusement, surtout s'ils ne sont pas tout à fait certains de savoir si leurs usages sont susceptibles d'être considérés comme commerciaux. Ce sont souvent ces usagers qu'il vaudrait mieux ne pas faire fuir.

12

LES CONTENUS SOUS LICENCE NC PEUVENT-ILS ÊTRE PUBLIÉS DANS DES JOURNAUX ?

NON. LES JOURNAUX SONT TOU-
JOURS CONSIDÉRÉS COMME DES
UTILISATEURS COMMERCIAUX.

Les journaux sont publiés pour générer des revenus ; ils visent à avoir un intérêt commercial et à percevoir une rémunération financière. Ceci vaut indépendamment du droit de la liberté de presse et de la grande influence des journaux dans l'opinion publique. De plus, cette classification commerciale des journaux reste valide même dans les cas où, comme pour les journaux publicitaires, ces publications sont distribuées gratuitement. Ces journaux sont financés par la publicité et cherchent par conséquent un retour sur investissement. Bien entendu un contenu sous licence CC peut être publié dans un journal, malgré la clause NC, à condition que l'auteur donne sa permission explicite. Ceci est vrai pour toute utilisation commerciale. En revanche, le grand avantage de la licence CC standard est qu'elle ne requiert pas de négocier un accord avec l'auteur pour chaque cas de réutilisation. Cet effet positif est perdu si une clause NC réintroduit la nécessité de négocier au cas par cas.

13

LE CONTENU AVEC UNE LICENCE NC PEUT-IL ÊTRE UTILISÉ DANS LES ÉCOLES, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'UNIVERSITÉ ?
NON, PAS DANS TOUS LES CAS.

Selon le statut légal du fournisseur, une école, un centre de formation professionnelle ou une université peuvent être classifiés comme des institutions commerciales ou non. Aujourd'hui, un grand nombre d'écoles, universités, centres de formation professionnelle, institutions scientifiques et culturelles ne sont pas subventionnées que par des fonds publics ou par des donations. Ces institutions éducatives dépendent dès lors de leurs propres revenus. Par conséquent, leurs initiatives visent à une compensation monétaire dans une proportion considérée comme non-négligeable.

Plus faible est la quantité de fonds publics reçus par une institution, plus forte est sa nécessité d'acquérir d'autres revenus par des moyens commerciaux. Ceci donne un désavantage ultérieur aux institutions éducatives, déjà en difficulté parce qu'elles n'ont pas suffisamment de subventions publiques : elles sont en effet privées de la possibilité d'utiliser des contenus sujets à une licence CC avec une clause NC.

14

COMMENT PEUT-ON CLASSIFIER UN CONTENU AVEC UNE LICENCE NC QUI EST D'ABORD UTILISÉ DANS UNE ÉCOLE, ET ENSUITE À L'EXTÉRIEUR ?

L'UTILISATION À L'EXTÉRIEUR D'UNE INSTITUTION ÉDUCATIVE EST SOUVENT À CONSIDÉRER COMME COMMERCIALE.

L'utilisation de contenus sous licence CC avec la clause NC ne pose normalement aucun problème si l'utilisation est strictement limitée aux écoles publiques. Ces écoles ont un mandat éducatif et ne poursuivent pas un but commercial. Le cas des écoles privées qui génèrent aussi des revenus est différent (voir question 13).

Par conséquent, des contenus sous licence NC peuvent être utilisés de multiples manières dans ces écoles, bien que par ailleurs ces institutions puissent être qualifiées de commerciales. Il se peut que des étudiants et des professeurs impriment des textes, ou interprètent des chansons. Ces mêmes étudiants pourront aussi créer des mashups, des collages et en modifier le contenu, si tant est que la présence de la clause ND n'empêche pas ce genre de réutilisations. Même si les résultats de ces activités ne posent aucun problème à l'intérieur de l'école, ils deviennent problématiques en dehors de leur contexte original. Si par exemple des journaux locaux voulaient rendre compte des résultats d'une

compétition artistique entre étudiants, ils ne pourraient tout simplement pas reproduire le collage sous licence CC si la clause NC est incluse. Cela requerrait la permission de l'auteur original.

Puisque la licence CC NC fait de l'école un lieu d'accès libre à du contenu protégé par le droit d'auteur, plusieurs étudiants pourraient se faire une idée erronée quant à la possibilité de réutiliser ce même contenu à l'extérieur de l'école. Dans ce cas, les limites de l'utilisation commerciale peuvent être facilement violées. Si, par exemple, le contenu est chargé sur des réseaux sociaux sur internet, la simple accessibilité pour des tiers (à savoir d'autres personnes présentes sur ce réseau social) constituerait une atteinte à la clause NC de la licence, dans la mesure où les opérateurs des réseaux sociaux opèrent en général avec un intérêt commercial. Bien que, dans ce cas, la violation soit perpétrée par l'hébergeur ou l'opérateur, ces entreprises ont d'habitude des clauses dans les accords d'utilisation qui leur permettent de demander une compensation pour les dommages occasionnés par leurs utilisateurs.

C'est une autre raison pour laquelle il vaudrait mieux ne pas utiliser les restrictions NC pour des contenus à visée éducative. En particulier, les étudiants ne devraient pas être mis dans une situation où une conduite autorisée à l'intérieur de l'école les amène à négliger les risques possibles à l'extérieur de l'école. Ceci étant, un créateur professionnel pourrait décider de ne pas poursuivre légalement ce genre de violations involontaires de ses licences. Toutefois, c'est justement ce type de réaction qui devrait amener un créateur à se poser la question fondamentale de quelle utilité la clause NC pourrait avoir dans la stratégie de diffusion de ses œuvres (voir question 11).

15

QUEL EFFET A LA CLAUSE NC SUR LES MASHUPS ?

LES DIFFÉRENTES LICENCE CC NE PEUVENT PAS TOUTES ÊTRE COMBINÉES LES UNES AVEC LES AUTRES.

Les ouvrages publiés avec une licence CC BY-SA (« Paternité – partage à l'identique ») peuvent être combinés et utilisés seulement avec d'autres ouvrages qui partagent la même licence ou un type de licence plus permissif, comme CC BY (« Paternité »). La combinaison de contenus sous licence CC avec des combinaisons différentes de clauses, en particulier celles qui ne contiennent pas la clause NC, n'est pas permise.

Par conséquent, de gros soucis se posent lorsqu'on veut combiner des contenus avec des licences incompatibles. Ceci est surtout le cas avec les mashups - ou « mélanges » - qui se fondent sur une culture de manipulation libre des contenus et qui considèrent les licences CC comme un support à leurs valeurs culturelles. En fait, de nombreuses combinaisons entre licences ne sont pas compatibles : en particulier, les licences NC ne peuvent pas se combiner avec d'autres qui ne contiennent pas cette clause.

De plus, les mashups sont souvent créés, à l'origine, sans objectif de profit, qui justifierait le recours à une licence NC. Si ces mélanges deviennent populaires et sont republiés dans des blogs ou d'autres plate-formes, l'utilisation de

la licence NC risquerait de mettre leurs auteurs dans un terrain d'incertitude légale, où l'utilisation est possible d'être classifiée comme commerciale.

16

LA RÉUTILISATION COMMERCIALE PAR DES TIERS PEUT-ELLE AVOIR UN AVANTAGE POUR L'AUTEUR ?

OUI. SI VOTRE BUT EST DE DISTRIBUER VOS CONTENUS À UN LARGE PUBLIC, IL VAUT MIEUX PERMETTRE LES UTILISATIONS COMMERCIALES.

Une utilisation commerciale n'est pas une utilisation abusive par définition. Dans tous les cas où la publicité et l'attention pour un contenu constituent le premier but de l'action, toute utilisation du contenu bénéficie en général à l'auteur, dans la mesure où elle augmente sa popularité. En particulier lorsqu'il s'agit de contenus pertinents, utilisés dans des initiatives éducatives publiques. Ceux-ci devraient être utilisables et diffusés le plus largement possible, si on considère qu'optimiser leur dissémination est le premier objectif.

17

L'UTILISATEUR D'UN CONTENU SOUS LICENCE CC CRÉE-T-IL L'IMPRESSION QUE SON AUTEUR ORIGINAL SOUTIENT CET USAGE PARTICULIER ?

NON. UNE LICENCE CC NE SUGGÈRE PAS L'APPROBATION, ET CELA DE MANIÈRE EXPLICITE.

Les licences CC ne touchent pas aux droits liés à la personnalité de l'auteur. Un utilisateur n'est pas autorisé à affirmer, de manière implicite ou explicite, ou à suggérer quelque connexion ou soutien que ce soit au sujet de la personne ayant mis son contenu sous licence CC. Cette clause, appelée « no endorsement » (que l'on peut traduire par « pas d'approbation »), est une disposition normale dans de nombreux modèles de licences ouvertes.

18

LA CLAUSE NC A-T-ELLE DES AVANTAGES ?

OUI, MAIS MOINS SOUVENT QU'ON PEUT LE CROIRE.

Pour les particuliers, il n'y a normalement aucune bonne raison d'adopter une restriction non commerciale. Dans de nombreux cas, en effet, la possibilité qu'un utilisateur commercial soit prêt à payer pour utiliser un contenu est assez limitée. En revanche, le but principal d'une licence CC est celui de diffuser le contenu autant que possible. La clause NC est souvent un obstacle à cet objectif.

Par contre, ceux qui n'ont pas intérêt à ce que leur contenu soit largement diffusé sans un contrôle strict pourront atteindre ce résultat en excluant les utilisations commerciales. Les licences CC avec la clause NC peuvent être utiles pour des éditeurs - dont le modèle économique se fonde sur le système traditionnel « tous droits réservés », qui investissent des sommes considérables et détiennent le contrôle de leurs canaux de distribution. Ces éditeurs n'ont aucun intérêt à ce que leurs compétiteurs fassent du profit grâce à leur investissement. Les bénéfices de l'utilisation commerciale de tierces parties – notamment une dissémination plus rapide et efficace – sont moins importants pour eux parce qu'ils conservent leurs opérations de distribution, souvent très chères.

Bien que ces éditeurs se focalisent sur un modèle économique fondé sur l'exclusivité, garantie par la législation traditionnelle sur le droit d'auteur, ils pourraient pourtant être intéressés par la réutilisation de leurs contenus, au moins dans les secteurs non commerciaux de l'éducation et de la science. Ceci pourrait en effet augmenter leurs ventes par la distribution classique.

19

SOUS QUELLE LICENCE EST PUBLIÉ LE CONTENU DE WIKIPÉDIA ? SOUS LA LICENCE CC BY-SA.

Afin d'accroître les biens communs en termes de connaissance et de culture, Wikipédia demande à tous les auteurs de permettre la réutilisation libre de leurs articles. Cet objectif est rempli via une licence Creative Commons qui inclut les clauses « Attribution » (BY) et « Share Alike » (SA). Cette licence impose que toute réutilisation contienne une attribution à l'auteur original et que la distribution de versions dérivées soit faite sous les mêmes termes. Il en est de même pour les textes qui n'ont pas été créés par les auteurs mêmes, ou pour les produits d'une collaboration : eux aussi ne peuvent apparaître dans Wikipédia que s'ils sont publiés avec une licence CC BY-SA ou compatible.

Jusqu'à 2009, Wikipédia avait utilisé la « GNU Free Documentation Licence » (GFDL), créée à l'initiative de GNU. La Free Software Foundation avait à l'origine développé cette licence pour la documentation de logiciels, ce qui la rendait trop compliquée et peu adaptée à Wikipédia. Pourtant, le passage de Wikipédia à la licence CC BY-SA n'a pas causé l'abandon des licences « Open Content » de GFDL. L'ancienne licence est restée de mise pour éviter des contradictions possibles. L'utilisation commerciale du contenu est rendue possible explicitement par les deux licences. De plus, la clause « Share Alike » ou « partage à l'identique », assure que le contenu ne puisse pas être soustrait

au patrimoine mondial de la connaissance librement accessible, mais qu'il reste une partie de la connaissance et de la culture libres.

L'attribution à l'auteur est une partie importante de toute licence CC. Ceci est également vrai pour les auteurs de Wikipédia. Puisque les pages de l'encyclopédie sont créées par une multitude d'auteurs en collaboration, l'attribution pour les articles Wikipédia devrait apparaître dans un des modèles suivants :

- à travers un hyperlien (si possible) ou une URL renvoyant à l'article Wikipédia ;
 - à travers un hyperlien (si possible) ou une URL renvoyant à une copie en ligne alternative, stable et accessible librement, qui soit conforme à la licence et aux méthodes d'attribution du site du projet ;
- ou encore
- à travers une liste des auteurs ; en ce cas, chaque liste peut être filtrée pour exclure les contributions mineurs ou non pertinentes.

Comme pour la clause NC, la clause « No Derivatives » (ND) n'est pas non plus acceptée pour les articles Wikipédia. Wikipédia prospère grâce au fait que ses articles peuvent être corrigés, agrandis et modifiés par d'autres utilisateurs. La clause ND n'est donc pas compatible avec le fonctionnement de Wikipédia.

20

LA DERNIÈRE FRONTIÈRE

L'une des plus grandes aventures de l'humanité a été l'exploration de l'espace, et notamment les six atterrissages de l'Homme sur la Lune. Les résultats du programme scientifique Apollo ont contribué à changer radicalement la perception humaine de notre planète. Certaines des images prises par les astronautes pendant leurs missions font partie de la mémoire collective du XXe siècle : on peut citer parmi elles « Le lever de la Terre », « La bille bleue » et l'empreinte de Buzz Aldrin dans la poussière lunaire.

Toutes ces images sont dans le domaine public, c'est-à-dire il n'existe aucune limitation à leur réutilisation. Il aurait été impossible de fixer le prix de ces images s'il avait été question de rembourser les coûts qui les ont rendu possibles (rappelez-vous que le budget total du programme Apollo s'élève à plus de 100 milliards de dollars).

Alors la politique américaine en matière de droit d'auteur pour les ouvrages gouvernementaux est aujourd'hui favorable à une large dissémination, la situation est plus compliquée ailleurs. Dans la plupart des pays européens, la réutilisation de ces ouvrages est souvent freinée par la législation continentale sur le droit d'auteur et par une certaine réticence par rapport aux politiques en faveur de l'« Open Access ».

Les bénévoles qui contribuent à des projets comme celui de l'encyclopédie Wikipédia font donc très attention à garantir que seul du conte-

nu publié avec des licences appropriées soit utilisé. Afin de prévenir la violation du droit d'auteur, les Wikipédiens tendent à être prudents. Si les conditions d'utilisation de certains matériaux sont ambiguës ou qu'elles rejettent explicitement les règles de l' « Open Content », les textes, les images ou les autres médias en question ne seront pas utilisés.

Contrairement à la NASA, l'Agence Allemande de l'Espace (DLR) avait l'habitude de donner seulement un accès limité à son matériel, en rendant ainsi impossible le partage ou la dissémination de ses contenus. En 2009, Wikimedia Allemagne a pris contact avec DLR pour discuter les termes d'utilisation de ses archives iconographiques. Jusqu'à ce moment-là, les conditions contenaient des mesures contre l'utilisation commerciale, tandis que, paradoxalement, seule leur utilisation par des organisations médiatiques était permise. Après de nombreuses discussions et une réévaluation interne, DLR annonça un changement fondamental dans leur politique d'octroi de licences en 2012. Marco Trovatiello, chef de la section « cross-media » de DLR, décrit ainsi la motivation derrière ce changement :

« A l'aide de notre département juridique, nous avons introduit officiellement les licences CC dans les médias de DLR en mars 2012, et un grand enthousiasme s'est raisonnablement répandu parmi les utilisateurs du monde entier ainsi que dans les médias. Nous n'avons donc pas seulement atteint notre but d'une distribution plus large de nos contenus médias grâce aux Wikipédiens, mais CC BY nous a aussi aidés à donner vie à notre devise : « La connaissance pour demain ». »

A propos de l'auteur



Photo : Jürgen Keiper, CC BY
<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>

Le Dr. Paul Klimpel, né en 1970 à Minden, s'est impliqué dans le monde des organisations culturelles dans les années 1990. Il est devenu membre du Musée du Film et de la Télévision (« Deutsche Kinemathek ») en 2002, où il a travaillé comme directeur administratif entre 2006 et 2011. Également directeur général du Réseau Allemand des Centre de Recherches Multimédia, il travaille comme avocat depuis 2012. Paul Klimpel coordonne aussi de nombreux projets sur le patrimoine culturel pour « Internet and Society Co:llaboratory », une organisation basée à Berlin. Il préside le iRight.Lab et a étudié le droit à Bonn et Munich ainsi que la philosophie, la psychologie et les sciences sociales à l'Université Jésuite de Philosophie de Munich. Sa thèse de doctorat sur le paternalisme juridique a été publiée en 2003.

Plus d'information :
<http://www.creativecommons.be>
<http://creativecommons.org>

COLOPHON

FREE KNOWLEDGE THANKS TO CREATIVE COMMONS
LICENSES - WHY A NON-COMMERCIAL CLAUSE OFTEN
WON'T SERVE YOUR NEEDS

ÉCRIT PAR LE DR. PAUL KLIMPEL
Traduction en anglais avec le soutien et le concours
de la plate-forme et de la communauté
Transifex.com ; révision et correction par John H.
Weitzmann

ÉDITEUR RESPONSABLE POUR LE CONTENU DE LA
PUBLICATION ANGLOPHONE :
Open Knowledge Foundation
www.okfn.org

COMITÉ ÉDITORIAL :
Valie Djordjevic, John H. Weitzmann, Philipp Otto

ÉDITEURS DES VERSIONS ALLEMANDE ET ANGLAISE :
Wikimedia Deutschland - Gesellschaft zur
Förderung Freien Wissens e.V.
www.wikimedia.de

iRights.info – All about Rights in the Digital World
www.iriights.info

Creative Commons Germany
c/o EEAR gGmbH and newthinking
communications GmbH
www.creativecommons.de

PERSONNES EN CHARGE DU CONTENU DE LA VERSION
ANGLAISE :
JAN ENGELMANN (WIKIMEDIA DEUTSCHLAND)
Dr. Paul Klimpel (iRights.info)
John H. Weitzmann (CC DE)

Droit d'auteur mai 2013 : Wikimedia Deutschland,
iRights.info, CC DE

La connaissance libre grâce aux licences creative
commons - Ou pourquoi la clause « pas d'utilisation
commerciale » ne répond pas à vos besoins

Traduction en français par :
Wikimedia Belgique, Creative Commons Belgium,
Wolfplex Hackerspace

ÉDITEUR DE LA VERSION FRANÇAISE :
Wikimedia Belgique asbl
www.wikimedia.be
info@wikimedia.be
Numéro d'entreprise BE 0563.775.480

D/2015/13.702/5



LE TEXTE DE CETTE BROCHURE EST PUBLIÉ SOUS
LICENCE CREATIVE COMMONS :
Creative Commons Paternité Partage à l'identique,
version 3.0 International, (CC BY-SA 3.0
International)

CETTE LICENCE STIPULE, ENTRE AUTRES, LES POINTS
SUIVANTS :
Vous êtes autorisés à copier, distribuer et
communiquer le texte de cette brochure par tous
moyens et sous tous formats ; remixer, transformer
et créer à partir du matériel pour toute utilisation,
y compris commerciale, à la condition de citer les
auteurs : « P. Klimpel - Ed. : Wikimedia Deutschland,
iRights.info, CC DE, Wikimedia Belgique » et
citer le nom de la licence : « Licence CC BY-SA 3.0
International » et l'URL (voir ci-dessous). Si vous
modifiez cette brochure pour en créer une nouvelle,
celle-ci doit être diffusée sous la même licence.

Le texte complet de la licence peut être consulté à
l'URL permanente suivante :
[https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/
legalcode](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/legalcode)

Une explication simplifiée de la licence peut être
trouvée à l'adresse ci-dessous :
<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0>

Les
licences
publiques développées
par Creative Commons (CC)
sont des instruments qui mettent
les ouvrages créatifs à disposition de
tous pour une utilisation libre, à certaines
conditions. Puisque les détenteurs des droits ont des
besoins et des motivations différents, CC propose six licences
différentes. Parmi les plus populaires, certaines de ces licences
contiennent une restriction indiquant que les contenus ne peuvent être
utilisés dans un but commercial, ce qui a des conséquences importantes et
souvent imprévues sur leur dissémination. Dans certains cas, on assiste
à des effets contraires aux intentions initiales de de celui qui a
choisi la licence CC. Cette brochure vise à fournir des
informations sur les conséquences, les risques et
les effets secondaires de certaines variantes
restrictives des licences CC, qui ne
permettent pas l'utilisation
commerciale des
contenus.



WIKIMEDIA
BELGIOUE